

SERVICE VOIRIE

Occupation du Domaine Public

Affaire suivie par D. GARRIC

☎ : 05 65 61 41 82

N/Réf. : 9711

Sartl SOVIBAT
3 rue des Cannes
48 rue Marvejols

- Dépôt de matériaux.....
- Dépôt de matériel..... 1 camion
- Echafaudage.....

Le Maire,

- Vu la lettre du : 30/11/23
par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'occuper le domaine public à l'adresse suivante : Pme Pierre de Carbertin
- Vu les articles : L 2211-1, L2212-2 et suivants, L 2213-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'avis de Monsieur Directeur des Services Techniques ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du **19 décembre 2022** fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la Commune pour occupation du domaine public ;
- Vu l'état des lieux ;
- Vu la DP 12 14523 12008

ARRETE

ARTICLE 1 - SIGNALISATION - ACCES -

L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la signalisation du chantier (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant toute la durée des travaux.

Au cas où le chantier empêcherait l'accès normal des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre, à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service Ville Propre.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES -

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal comme spécifié dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions prescrites par les textes sus-visés et aux conditions spécifiques suivantes :

- surface occupée.....
- durée d'occupation.....

10	m2
2	jours

- En aucun cas la ou (les) voie (s) ne devra (devront) être interdite (s) à la circulation automobile.....
- *arrêté de stationnement*
- *assure en toute sécurité le passage*
- *des piétons et des véhicules*

ARTICLE 3 - CONDITIONS FINANCIERES -

Le bénéficiaire devra s'acquitter auprès du Receveur Municipal des :

- Frais fixes de **38.00 Euros**
- Redevance de : * **0,90 Euros** par jour et par m² (si période d'occupation jusqu'à 3 mois)
- * **0,80 Euros** de 3 mois à 6 mois,
- * **0,70 Euro** de 6 mois à 12 mois.

Cette redevance sera révisable par décision du Conseil Municipal.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION -

La présente permission n'est valable que pour la période :

du *06/11/2023* au *07/11/2023*

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration.

Le pétitionnaire est tenu d'informer le Service Voirie pour toute modification de délai et de surface occupée.

Les autorisations d'occupation du domaine public sont toujours délivrées à titre précaire et révoquant.

ARTICLE 5 - SIGNALISATION - ACCES - RESPONSABLE -

- La présente permission n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.
 - L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la signalisation du chantier (pose et maintenance permanente).
- Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
- Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant toute la durée des travaux.
- Au cas où le chantier empêcherait l'accès normal des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service Ville Propre.

ARTICLE 6 - Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1/ à M. le Pétitionnaire,
- 2/ à M. le Directeur des Services Techniques,
- 3/ au Service Urbanisme
- 4/ à la Police Municipale.

Fait à Millau le, *30/10/2023*

Conseillère Régionale Occitanie - Pyrénées / Méditerranée
Emmanuelle GAZEL



ARRETE N° 2023 / 1278
REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE – Interdiction de Stationnement

LE MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,

Considérant la demande de la Sarl **SOVIBAT – 3 rue des Causses 48100 Marvejols effectuant des travaux d'évacuation de déblai au moyen d'un camion benne.**

Considérant les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait **ces travaux** ;

Considérant qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

ARRETE

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

Le stationnement de tous véhicules sera interdit :

Au droit du N° 7,9 et 11 rue Pierre de Coubertin les 06 et 07 /11/23.

ARTICLE II : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Dans le cas où un véhicule ne respecterait pas l'interdiction de stationnement et gênerait, le Commissaire de Police ainsi que le chef de service de la Police Municipale pourra procéder à l'enlèvement du véhicule litigieux au frais du propriétaire de celui-ci.

ARTICLE V : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE VI : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VII : M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 30 octobre 2023.

La Maire de Millau
Conseillère de la Région Occitanie - Pyrénées - Méditerranée
Emmanuelle GAZEL



